



DECLARATION DU CCE EXTRAORDINAIRE DU 15 MARS 2013 RESTRUCTURATION SUITE LGF

Après la valse des fermetures et ses plans sociaux et ses licenciements économiques, nous avons la vague déferlante des annonces successives des mises en LGF et son lot d'externalisation des salariés. Beau début d'année, pour une Entreprise soit disant responsable socialement.

Le rythme s'accélère, ce n'est plus par paquet de 2, ni par paquet de 3, mais par paquet de 6, que Casino Cafétéria transforme ses Cafétérias d'intégrées en Location Gérance Franchise.

- Béziers Montimaran/Castres/Laval/Millau/Bordeaux Villenave D'Ornon/Villeneuve Loubet.

A ce rythme et au regard du calendrier social, nous craignons le pire pour 2013.

Les 110 cafétérias intégrées restantes vont fondre comme neige au soleil.

De 7 000 salariés dans les années fastes, nous sommes à ce jour moins de 3 000 salariés.

Nous allons descendre à moins de 2 000 salariés et moins de 80 établissements !!

Ce rythme soutenu ne doit pas laisser les Représentants des salariés au CCE impassibles à ne pas agir.

La CFDT exige que l'ensemble des Organisations Syndicales du CCE mandate une Expertise sur la stratégie de démantèlement de notre entreprise.

Nous devons tous faire face pour que le naufrage annoncé soit stoppé.

Est-ce que la descente aux enfers va s'arrêter là ? Au regard des capitaux nécessaires pour relancer l'entreprise, capitaux qui malheureusement ne viendront jamais, notre Directeur Général nous l'a confirmé.

Et cerise sur le gâteau, ce sont les salariés qui vont payer les erreurs de nos dirigeants successifs sur la politique d'augmentation des prix, des produits réduits, le non investissement de cash-flow bloqué par un groupe pour qui nous ne comptons plus.

Salariés qui vont bénéficier de statuts LOW COST, quand ce ne sera pas du Chômage Partiel, voir total.

L'externalisation la solution pour la direction, la maintenance, encore une catégorie qui va nous quitter, et qui va encore réduire le nombre de salariés d'autant ?

L'entreprise pourvoyeuse et colleteuse d'aides publics, avec la baisse de la TVA, avec l'aide sur la compétitivité, ces aides sont faites pour relancer l'activité mais aussi pour sauvegarder l'emploi et non pas pour de l'externalisation pour se débarrasser et ne plus avoir à gérer la masse salariale et récupérer que de la redevance locative. Ceci est inacceptable.

La CFDT, demande et exige un Accord de méthode social pour la sécurisation de l'emploi dans le Groupe CASINO.